

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1875

Artikel: Pour un consensus critique
Autor: Gavillet, André
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009838>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pour un consensus critique

André Gavillet • 28 juin 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/14452>



Comment gérer la faillite de la formule magique?

La bataille bancaire est provisoirement terminée. Le Parlement a ratifié l'accord de Washington et pris sur lui, douloureusement, les vilenies d'UBS. La droite n'a concédé aucune réforme. L'UDC, qui s'est déconsidérée par ses virevoltes, a apporté le renfort de son abstention exigée impérativement de ses membres.

Gauche et syndicats ont publiquement débrieffé et,

constatant l'échec parlementaire, renvoyé aux proches élections fédérales, considérées comme un recours au peuple.

Détérioration

Personne pourtant ne croit que la Suisse est sortie d'affaire. Le dossier européen qui pose la question de la fiscalité appliquée par les cantons aux holdings et à certaines sociétés est toujours non résolu. Idem pour la fiscalité de l'épargne. Il est probable aussi que les critères appliqués par la Suisse et UBS pour débusquer des fraudeurs seront repris par d'autres interlocuteurs. La liste est longue des obstacles sur notre route. Il faudra les affronter un à un.

Pour mener à bien ces affrontement qui ne se limitent pas aux problèmes fiscaux, l'autorité du Conseil fédéral est faible, sapée par la remise en cause de la formule magique: élection et non-réélection de Christoph Blocher, affrontement stérile entre le PDC et le PLR, maintien d'Eveline Widmer-Schlumpf comme conseillère

fédérale sans troupe, et preuve politique, quels que soient ses mérites, que la formule magique n'est plus opérationnelle.

Autre méthode

La Suisse, neutre, industrielle et paradis fiscal est placée devant l'exigence de son repositionnement. Le terme, "*repositionnement*", n'est pas flambant, mais il exprime un besoin de corriger notre politique et notre image, de notre propre et seule initiative.

Ce que l'on cherche, ce sont dans les partis (UDC exclue) des responsables qui, en dehors de tout dossier particulier, posent la question: que faire pour que la Suisse apparaisse loyale comme partenaire international?

On rétorquera qu'il est facile de faire appel aux hommes de bonne volonté. La pensée critique nous a rendus attentifs à l'idéologie des bons sentiments qui habille des intérêts non désintéressés. Malgré cela, nous croyons à la réalité d'un intérêt commun qui peut être recherché par des citoyens qui se respectent. Qu'ils se manifestent!

Service de renseignement: l'écureuil plutôt que la fouine

Jean-Daniel Delley • 2 juillet 2010 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/14513>

Un nouveau scandale des fiches? Plutôt l'illustration d'un pilotage politique déficient

La délégation des commissions de gestion ² en charge de la

surveillance des activités de sécurité et de renseignement (DCG) a donc mis au jour un nouveau dérapage du Service d'analyse et de prévention (SAP). Vingt ans après le scandale des fiches, l'histoire se répète-t-elle?

Oui et non.

Non, dans la mesure où le regard inquisiteur des protecteurs de la sécurité de l'Etat ne fixe plus exclusivement la gauche de l'éventail politique, comme à l'époque de la guerre froide. Oui,